



## **Instauration d'un Conseil National de Lutte contre les Inégalités (« CNLI »)**

Depuis les années 1980, et encore plus depuis l'éclatement de la crise financière, les inégalités connaissent une croissance inquiétante. Le renforcement du clivage entre les plus fortunés et ceux avec des faibles moyens de subsistance n'a cessé de croître. Un grand nombre d'économistes renommés démontrent dans leurs analyses les conséquences graves qui découlent d'une société inégalitaire.

Cette tendance d'un clivage grandissant entre les différentes couches sociales devient aussi un phénomène observable au Grand-Duché, qui n'est certes pas une île isolée du reste du monde. Plusieurs indicateurs soulignent une tendance négative de la situation économique et sociale. Ainsi, le coefficient GINI est passé de 43,5 points en 2005 à 48 en 2014 pour le revenu disponible équivalent. La *Chambre des salariés* démontre dans son panorama social 2015 que le taux de risque de pauvreté ne cesse de croître depuis une quinzaine d'années pour atteindre un nouveau sommet en 2015. Certaines catégories de personnes se retrouvent en difficulté lorsqu'il s'agit de boucler les fins de mois ou de faire face à des dépenses imprévues. Selon la *Stëmm vun der Strooss* la fréquentation des restaurants sociaux a augmenté de 68 % sur les deux dernières années. En 2013, 27 192 repas étaient servis à Bonnevoie, alors que le nombre a explosé en 2015 pour passer à 45 722 repas.

Pour les JSL, il est primordial d'arrêter l'évolution actuelle par des mesures adaptées. Un Etat qui réussit à garantir le bien-être de ses citoyens crée des conditions propices à une société plus démocratique, car les inégalités ne posent pas seulement un danger à la cohésion sociale, mais aussi à la vie démocratique, la stabilité politique, la paix et la sécurité. Une société plus équitable peut aussi avoir des répercussions positives sur l'économie, notamment à travers une croissance durable de la productivité et une stimulation de la consommation intelligente. Même le FMI souligne que la réduction des inégalités entraîne une stabilité économique accrue ainsi qu'une croissance plus durable.

***Lors de l'élaboration de son programme électoral, le LSAP mettra l'accent sur la lutte contre les inégalités, notamment en proposant une étude d'opportunité sur l'instauration d'un Conseil national de lutte contre les inégalités qui réunirait entre autres le gouvernement, les partenaires sociaux, la société civile et d'autres parties prenantes. La mission de ce conseil serait l'identification des personnes à risque de pauvreté, l'identification des causes et l'élaboration de recommandations pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Cet organe jouerait également un rôle de liaison entre les différents organismes publics susceptibles de jouer un rôle dans la lutte contre les inégalités.***

Motion introduite par les Jeunesses Socialistes et  
adoptée par le Congrès national du LSAP le 20 mars 2016